

## **Etat des lieux et perspectives de la formation professionnelle au Togo et dans la région des Savanes**

***Rapport définitif***

*- Préparé pour Acting for Life -*



**Fabrice Escot**

***Septembre 2013***

## Liste des acronymes

BAD	Banque Africaine de Développement
CCIT	Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo
CEAA	Centre d'Enseignement Artisanal et Artistique
CET	Collège d'Enseignement Technique
CFMI	Centre de Formation aux Métiers Industriels
CFTP	Centre de Formation Technique et Professionnelle
CIFT	Centre International de Formation Technique
CRETFP	Centre Régional d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle
CRM	Chambre Régionale des Métiers
CSTT	Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo
DECC	Direction des Examens, Concours et Certifications
DFPA	Direction de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage
DSRP	Direction de la Statistique, de la Recherche et de la Planification
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FTBCT	Fédération des Travailleurs du Bois et de la Construction du Togo
FNAFPP	Fonds National d'Apprentissage et de la Formation Professionnelle et Privée
FP	Formation professionnelle
GIPATO	Groupement InterProfessionnel des Artisans du Togo
INFPP	Institut National de Formation et de Perfectionnement Professionnel
LETP	Lycée d'Enseignement Technique et de formation Professionnelle
MEPSA	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation
MESR	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MDB	Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

## **1. Présentation de l'étude**

### **1.1. Rappel du contexte et des objectifs**

Acting For Life a missionné Miseli, dans le cadre d'une mission au Togo, de dresser un tableau général de l'état de la formation professionnelle au Togo, et dans la région des Savanes en particulier, en vue de donner à voir un panorama de l'existant pour d'éventuelles actions d'appui.

### **1.2. Récapitulatif de la méthodologie**

La recherche, qui s'est déroulée sur 9 jours (dont 2 week-ends malheureusement) a surtout été basée sur des entretiens avec des personnes impliquées dans la formation professionnelle, néanmoins une approche documentaire a été menée en parallèle.

#### **- Entretiens avec les institutions en œuvre dans le domaine de la FP : 9 personnes ont été rencontrées, au cours de 7 entretiens :**

- Directeur de la DFPA (direction de la Formation professionnelle par Apprentissage), et son adjoint, au ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle
- Président du Conseil Permanent des Chambres Régionales des Métiers
- Assistant du président de la chambre des Métiers de Dapaong
- Personne en charge de dossiers relatifs à la formation professionnelle à l'ONG Rafia à Dapaong
- Responsable de la formation professionnelle à la chambre d'Industrie et du Commerce du Togo
- Responsable du centre GIPATO de Lomé
- Deux assistants techniques de la GIZ en charge du programme d'appui à la formation professionnelle

#### **- Entretiens avec les structures de formation professionnelle proprement dits : des entretiens/visites ont été réalisés dans 7 centres publics et privés :**

- Visite du CRETFP de Dapaong (structure publique), le directeur étant absent
- Entretien avec le centre « la Ferme de Jacques » de Cinkassé (structure privée)
- Entretien avec le centre confessionnel de couture de Cinkassé (structure privée)

Les centres publics de formation étant fermés (ou les responsables absents) lors du passage dans les villes de Dapaong et Kara, nous avons programmé de faire des entretiens à Kpalimé, ville secondaire du Sud où la GIZ a pu nous fournir tous les contacts, pour comprendre certaines logiques « provinciales ».

- Entretien avec le responsable formation du CRETFP de Kpalimé (structure publique)
- Visite du CEAA de Kpalimé (structure publique)
- Entretien avec le Centre Diocésain de Formation professionnelle de Kpalimé (structure privée)
- Entretien avec le centre AGETO (Association Germano-Togolaise) de Kpalimé (structure privée)

**b. Documentation utilisée (fournie en annexes) :**

- Etude sur la carte de développement des compétences techniques et professionnelles (*METFP – Université de Lomé, janvier 2012 ; transmis par l'Afd Lomé*)
- Stratégie de formation technique et professionnelle et perspectives (*EDORH T. Biova ; transmis par l'Afd Lomé*)
- Charte de partenariat public/privé en matières de développement de compétences techniques et professionnelles (*METFP ; transmis par DFPA/GIZ*)
- Abstract du programme « Formation professionnelle et Emploi des Jeunes » mis en œuvre par la GIZ (*transmis par la GIZ*)
- Liste des établissements publics et leur contact (*transmis par la DFPA*)
- Programme de formation de la CCIT 2013 (*transmis par la CCIT*)
- Statistiques de la formation duale (*transmis par la DFPA*)
- Statistiques de l'éducation au Togo (*transmis par la DFPA*)

**c. Enfin, quelques recherches sur Internet** ont permis d'identifier certaines structures et notamment quelques centres de formation, et de consulter leur offre (ou leur identité publique ou privée) pour statuer sur l'état des lieux réel face à quelques imprécisions du corpus des entretiens.

## 2. Résultats détaillés

### 2.1. En toile de fond : tableau général, historique et problématiques actuelles de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) au Togo

#### a. Statistiques socio-économiques et de la scolarisation au Togo

*Sources : DFPA pour 2010, études fournies par l'Afd*

Le Togo comptait en 2010 environ 6,2 millions d'habitants, dont 13% (environ 750 000) âgés de 15 à 20 ans. La forte croissance démographique amène des projections 2025 où ces chiffres devraient être augmentés de 50%. Le PIB/hab pour 2010 est égal à la moyenne des pays ouest-africains (510 USD/an/hab).

Les statistiques internationales placent le Togo parmi les pays aux plus forts taux de scolarisation dans le supérieur en Afrique de l'Ouest avec le Bénin (et dans une moindre mesure le Ghana et la Guinée). L'éducation y est néanmoins sélective et souvent peu suivie : pour 2010-2011, les statistiques des ministères concernés<sup>1</sup> indiquaient<sup>2</sup> :

- 1,3 millions d'enfants au primaire
- 400 000 au secondaire général 1<sup>er</sup> cycle (équivalent collège français)
- 156 000 aux cycles suivants, partagés entre :
  - o 123 000 au secondaire général 2<sup>ème</sup> cycle (équivalent lycée « généraliste » français)
  - o **33 000 dans l'enseignement technique et professionnel**
- 60 000 dans le secondaire (dont 55 000 dans les universités publiques : 44 000 à Lomé et 11 000 à Kara, université fondée en 2003)

On note une très forte progression de ces effectifs par rapport à 2000-2001 ; en dix ans<sup>3</sup>, si la formation dans le privé semble stable, c'est la scolarisation dans les écoles publiques (et notamment, note le rapport, dans les écoles d'initiative locale) qui a très fortement augmenté. La population du secondaire « généraliste » a quasiment triplé, **celle de l'enseignement technique et professionnel a quasiment doublé.**

Nous verrons plus loin que cet agrégat global doit être pondéré selon la région, le sexe et vraisemblablement la classe sociale et qu'il existe des inégalités manifestes dans l'accès à des formations qualifiantes/diplômantes. De plus, face à cet afflux croissant, l'offre de formation togolaise ne s'est pas réellement modernisée ni actualisée au cours des dernières décennies. La structure (ou infrastructure) existe, et depuis apparemment longtemps, mais elle semble aujourd'hui peu harmonisée voire très disparate et souvent marquée par des limites d'efficience fortes, notamment en termes d'insertion post-formation.

Néanmoins, il semble que, soutenue par le retour de bailleurs qui s'étaient retirés du Togo depuis dix ans, cette (infra)structure puisse être, dans les années à venir, engagée

---

<sup>1</sup> MEPSA pour l'enseignement primaire et secondaire, METFP pour l'enseignement technique et la formation professionnelle, et MESR pour l'enseignement supérieur et la recherche

<sup>2</sup> Nous avons arrondi les effectifs pour une meilleure lisibilité

<sup>3</sup> Même en tenant compte d'éventuelles questions de qualité des recensements, les données montrent une réelle progression

dans un processus d'harmonisation d'une part, de modernisation d'autre part, pour mieux correspondre aux critères de l'insertion. Mais ceci, surtout dans le Sud du pays, le Nord et la région des Savanes demeurant en effet le « parent pauvre » de la politique nationale.

## **b. La politique nationale d'ETFP**

Comme dans d'autres pays de la sous-région, l'enseignement technique et la formation professionnelle sont perçus comme un levier de la lutte contre le chômage et notamment des jeunes, et un dispositif nécessaire pour développer l'industrie. La création de l'ANPE va dans ce sens, pour autant elle n'existe encore qu'à Lomé. Le Programme de Volontariat National (PROVONAT) financé par la Banque mondiale, vise à permettre à des jeunes de vivre une première expérience professionnelle. Le Togo a par ailleurs lancé une politique de grands travaux qui favorise l'émergence de certains métiers du BTP (maçonnerie et génie-civil en particulier), mais celui-ci a surtout mis au jour la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

*« On voit actuellement plein de main-d'œuvre qualifiée que le Togo ne peut pas fournir, les entreprises vont chercher au Ghana ou au Nigéria, comme pour les grands travaux, le port » (AssTech GIZ)*

Le Togo ne s'est toujours pas doté d'un cadre fixant les termes formels de la formation professionnelle. Le ministère concerné travaille sur la base d'un rapport d'Etat sur le secteur éducatif national, avec des statistiques fournies par la DSRP (direction nationale de la Statistique, de la Recherche et de la Planification), et d'un plan sectoriel de l'éducation.<sup>4</sup> Mais la réglementation demeure floue, ce qui explique (et a autorisé) la complexité de l'offre publique et ses fortes disparités internes. Les études menées pointent que, vingt ans après la mise en œuvre du programme de restructuration de l'ETFT, *« force est de constater que les formations proposées par l'ETFP se révèlent toujours inadaptées aux réalités technologiques et aux besoins du marché de l'emploi, et ne couvrent pas l'ensemble des domaines de compétences dans lesquels les entreprises recherchent des ressources humaines »*. Dans cette perspective, l'Etat s'est engagé à fortement développer les filières de l'ETFP.<sup>5</sup>

L'Etat vise toujours à date à dégager les termes pour élaborer une stratégie harmonisée et cohérente de formation technique et professionnelle.<sup>6</sup>

*« Il n'y a pas au Togo de document comme il en existe au Mali » (dir. DFPA)*

---

<sup>4</sup> Etude sur la carte de développement des compétences techniques et professionnelles

<sup>5</sup> « A cet effet, l'Etat s'engage : à offrir à l'horizon 2020 une formation professionnelle à 33 % des sortants en fin de cycle primaire et de premier cycle du secondaire ; et porter le nombre d'apprenants professionnels à 45 000 d'ici 2020. »

<sup>6</sup> « Conscient des défis à relever, le Gouvernement togolais a élaboré et adopté un Plan d'Action National de l'Education Pour Tous (PANEPT), découlant de plusieurs travaux de diagnostic du système éducatif national réalisé par l'Etat togolais et des organismes internationaux. Néanmoins, il a été constaté que le PANEPT : ne prend pas en compte tous les aspects du secteur de l'éducation, ne fait pas référence aux contraintes financières, n'établit pas de priorités claires entre les objectifs, et ne fait pas de lien avec le marché de l'emploi. Face à ce constat, les autorités togolaises ont senti la nécessité d'élaborer une politique et une stratégie sectorielle globale pour refléter une vision unitaire et cohérente de l'éducation au Togo. »

En 2011, une *Charte de partenariat public/privé en matière de développement de compétences techniques et professionnelles*<sup>7</sup> a été signée par l'Etat d'une part, les organismes consulaires et le patronat d'autre part. Ce document, globalement assez générique et parfois vague, prévoit pour autant l'élaboration des « référentiels métiers », des « référentiels de la formation », ainsi que des « référentiels de la qualification et de certification (l'architecture des certificats/qualifications/diplômes en référence à la structuration des compétences dans les différents corps de métiers et les modalités de validation des compétences et acquis professionnels – le cadre national de certification » (p. 7). La charte prévoit également des mesures visant à « faciliter l'insertion professionnelle et l'installation des formés » (p.8). Pour autant, elle n'a jamais été appliquée.

Les référentiels métiers/curriculae décrivent environ 100 métiers (dont 53 sont recensés par la formation duale, cf. infra), mais ils ne semblent pas avoir été réactualisés (ou peu) récemment, et doivent être revus, avec notamment une harmonisation entre les structures de formation et les entreprises. La GIZ (en partenariat avec des institutions suisses, potentiellement SwissContact, mais non vérifié) a réactualisé quelques référentiels, avec un coût de 70 000 francs suisses (soit env. 57 000 €) par métier.

### **c. Les institutions et structures faïtières de l'ETFP au Togo**

La formation professionnelle relève directement du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (METFP). On notera qu'à la différence d'autres pays de la sous-région, la formation professionnelle et l'enseignement technique relèvent d'un même ministère<sup>8</sup>. La DFPA, direction de la Formation professionnelle par Apprentissage, relève du METFP.

Le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes intervient indirectement ; s'il n'a pas de rôle dans la formation, il développe en revanche des programmes liés à l'insertion (appui/accompagnement). Il est également intéressant de constater que l'Artisanat est articulé avec ces thématiques d'insertion.<sup>9</sup>

### **d. Le rôle politique des organisations professionnelles au Togo est très important du fait de leur très forte structuration et de leur proximité au patronat**

Les artisans togolais étaient depuis apparemment longtemps regroupés en CCM (conseil consultatif des métiers), qui regroupaient aussi bien les organisations professionnelles, les syndicats<sup>10</sup>, les associations et les groupements. Ces diverses structures se sont

---

<sup>7</sup> Présentée en annexe

<sup>8</sup> Alors qu'au Mali, au Sénégal ou au Burkina par exemple, la formation professionnelle relève du ministère de l'Emploi et/ou de la Jeunesse

<sup>9</sup> Au Mali par exemple, y compris à l'heure d'une réflexion sur l'artisanat, celui-ci est toujours une direction du ministère de l'Artisanat et du Tourisme, ce qui montre bien l'acceptation limitative qui peut être faite du premier terme.

<sup>10</sup> Les deux syndicats les plus importants et en tout cas les plus influents semblent être la Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT), et la Fédération des Travailleurs du Bois et de la Construction du Togo (FTBCT)

regroupées en corporation, par corps de métier, comprenant les 6 secteurs les plus importants (dont l'agroalimentaire, le textile, le BTP, le bois) avec un élargissement aux « petites » corporations.

En 2002, le secteur lui-même (dixit le CPCRM) ou l'Etat (dixit le ministère) a engagé un processus de représentation des corporations à travers la création d'un système de chambres régionales de Métiers (CRM).

*« Avec la multitude des syndicats, l'Etat a mis en place les CM pour avoir un interlocuteur unique. » (DFPA)*

La structure des CM est très décentralisée et hiérarchisée et organisée. Chaque région dispose d'une chambre régionale de Métiers (CRM), mais aussi de chambres préfectorales et cantonales, dont les membres sont des représentants élus des corporations. Les délégués des CRM constituent le Conseil Permanent des Chambres Régionales de Métiers, qui compte 262 membres : 37 pour Lomé et 45 pour chacune des 5 régions, ce qui traduit la forte décentralisation du système.

Le CPCRM est reconnu comme un établissement public à caractère professionnel, qui dispose d'une autonomie financière et dont le rôle est de représenter et le cas échéant de défendre les intérêts des artisans auprès de l'Etat et des bailleurs notamment. Le bureau du Conseil Permanent se compose d'un président, un vice-président, un trésorier et deux rapporteurs. Ce phénomène de structuration et d'intégration semble toujours en œuvre, avec le projet à court terme de créer une Union des Chambres de Métiers, sous l'inflexion de l'Etat.

De fait, le système des CM semble constituer un corps assez puissant politiquement, avec lequel il « faut compter » en termes de politique nationale, et qui de fait intervient indirectement dans la formation professionnelle en tant qu'interface entre la DECC et les acteurs privés. La direction des Examens, Concours et Certifications (DECC) a pour fonction d'harmoniser les examens de la FP au niveau national, en collaboration avec les représentations et organisations professionnelles. Elle envoie les propositions de sujets pour tous les examens de tous les métiers confondus au CPCRM, qui transfère/transmet à chaque corporation pour validation, et désignation des « correcteurs ».

*« La DECC nous sollicite pour la liste des enseignants correcteurs. Les présidents de jury sont des fonctionnaires d'Etat. » (Dir. CM Togo)*

La DECC a notamment la charge d'organiser les examens des structures privées (pour le CFA), à la place et suite semble-t-il à des dérives des syndicats (ceux-ci monnayant l'attribution des certificats). L'examen du CFA semble avoir été perturbé et avoir repris en 2006.

*« Il y a eu trop d'abus de la part des syndicats, l'Etat a repris les choses en main pour arrêter le massacre. Pour que l'apprenti passe l'examen, on lui demandait 150 000 voire 200 000 francs pour sa libération. Ça conduisait pas mal de jeunes filles à la prostitution. » (DFPA)*

A noter que pour la région des Savanes, la plus éloignée et excentrée, c'est le CRETFP de Dapaong qui sert de structure de relais (et de centre d'examen) entre la DECC et les organisations.



## 2.2. Concrètement : filières et structures de la FP au Togo

Le système éducatif de l'ETFP est une infrastructure normalement unifiée, décentralisée, avec des types de filières, diplômes et types de centres de formation bien identifiés. Dans la réalité, ce système n'est ni unifié ni surtout clairement identifié.<sup>11</sup> Ceci, du fait de disparités, de collusions et parfois de superpositions entre enseignement technique et formation professionnelle proprement dite (au sens de l'apprentissage), entre parfois formation continue et initiale, entre les cursus, en soi et les offres proposées par les différentes structures privées et publiques, et l'action des institutions qui animent ce secteur.

Deux types de formation sont prévus par l'Etat et sont proposés : la formation initiale et la formation continue.

**a. L'offre de formation professionnelle initiale est aujourd'hui plutôt large dans le principe, mais extrêmement particularisée et ainsi peu lisible et au final assez faible, surtout dans le Nord du pays.**

Les incohérences entre les sources (voire divers documents officiels), les difficultés à recenser les effectifs, les filières, etc. proviennent essentiellement de l'hétérogénéité des offres des différentes structures, des pratiques, de l'application des textes, des références, etc.

Le système de l'enseignement technique distingue normalement des filières « industrielles » ou « secondaires », et des filières « commerciales » ou « tertiaires », chacune faisant l'objet de cycles courts ou longs.

La formation professionnelle se distingue sur le principe de l'enseignement technique par le type de filière et le type de diplôme, néanmoins, pour plusieurs raisons, cette distinction ne semble pas aujourd'hui très claire. Certains interlocuteurs (ou les mêmes interlocuteurs, dans certaines phrases) désignent par la formation professionnelle tout enseignement « appliqué », formant à un métier, y compris le tertiaire, d'autres les enseignements « manuels », du secondaire (couture, cuisine, mécanique, soudure...), d'autres enfin les cursus relevant des programmes de la FP stricto sensu.

D'après les descriptifs de la DFPA et les statistiques du dual, le système ETFP compte aujourd'hui 53 cursus, dits « programmes ETFP » :

- 15 programmes du « cycle court industriel », validés par un CAP (voire le DEP, cf. infra sur ce diplôme non consensuel) ;
  - mécanique générale, mécanique automobile, mécanique 2 roues, chaudronnerie, menuiserie, menuiserie aluminium, maçonnerie, électricité d'équipement, dessin bâtiment, charpenterie, plomberie sanitaire, carrelage, staffeur, coiffure et couture.
- 11 programmes pour le système dual (la formation duale relève exclusivement de la formation professionnelle et non de l'enseignement technique. Egalement, la FP se distingue par le fait de devoir faire un stage pratique, ce qui n'est pas le cas pour les cursus de l'ET, par exemple le CAP ou le BT) ;

---

<sup>11</sup> A date de la mission, on relève encore des contradictions entre institutions/bailleurs sur l'existence ou le fonctionnement même de certains centres d'un système qui n'en compte que 26 au niveau national.

soudure, mécanique générale, mécanique automobile, mécanique moto-2 roues, menuiserie, menuiserie-ébénisterie, maçonnerie, électricité-automobile, carrosserie, plomberie, matières générales.

- 3 pour les formations menant à un CFA ;  
carrosserie auto, couture, coiffure
- 11 pour les filières de brevet de technicien BT ;  
électrotechnique, froid-climatisation, génie-civil, mécanique automobile, construction métallique, comptabilité, maintenance informatique, secrétariat, commerce, hôtellerie, restauration.
- 4 programmes du cycle court tertiaire ;  
(pour lesquels nous n'avons pu trouver les intitulés des filières)
- Enfin, 9 programmes du « cycle long industriel tertiaire » ;  
les filières tertiaires : série G, gestion (G1/secrétariat, G2/comptabilité, G3/commerce) ;  
les filières secondaires : séries E (mécanique), Ti/1 (construction métallique) et F (de F1 à F4, sections technologiques). A noter que ces sections « technologiques » se distinguent puisqu'elles permettent d'accéder à des cursus universitaires, ex. licence pro (selon le DFPA).

### **Les diplômes validés :**

Trois « titres » valident la formation professionnelle :

- Le Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA) peut être délivré par toute structure privée (hors donc structure publique), néanmoins l'examen est organisé par le public (cf. infra, sur la DECC et sur les centres privés). Il ne requiert aucun niveau scolaire.
- Le Certificat de Qualification Professionnelle s'obtient en 3 ou 4 ans par une formation duale, en alternance, à partir d'un niveau CM2. Le CQP est associé à la formation duale et donc aux structures qui sont sensées mettre en œuvre ce type de formation soit les CRETFP notamment.
- Par ailleurs, les statistiques dual mentionnent un Diplôme d'Etude professionnelle (DEP) sans en préciser le contenu, ce terme étant peut-être un équivalent à celui de CQP, puisqu'il est employé par le responsable de formation du CRETFP de Kpalimé pour un cursus en 2 ans et différencié du CAP par le caractère modulaire de la formation (validation de chaque module et non d'une compétence « globale » comme pour les autres cursus).

Quatre « diplômes » valident l'enseignement technique :

- Le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) s'obtient en 3 ans à partir d'un niveau 5<sup>ème</sup>. Les filières CAP sont potentiellement délivrées par toutes les structures publiques, mais l'accréditation semble également être attribuée à des petits centres (cf. les centres visités à Cinkassé) qui forment plutôt en formation professionnelle ;
- Le Togo a opté pour un BT, brevet de technicien (équivalent du BEP en France). Le cursus menant au BT est, soit BEPC + 3 ans, soit CAP + 2 ans.
- Le bac 2 (équivalent du bac pro) est une filière de l'enseignement technique ; il est délivré au sein des lycées techniques, LETP, cursus = BEPC + 3 ans.
- Le BTS (Brevet de Technicien Supérieur) s'obtient en 2 ans soit après un bac 2, soit après un BT. Or, la filière professionnelle s'avérant plus facile que l'enseignement technique, apparemment de plus en plus de jeunes qui visent le

BTS, choisissent un cursus de formation professionnelle plutôt que le lycée technique.

*« Ces dernières années, le BT a pris de l'ampleur, jusqu'en 2008, seul le lycée l'organisait, mais aujourd'hui le bac 2 est devenu un peu compliqué, les jeunes préfèrent le BT car le BT est l'équivalent du bac pour faire un BTS » (dir. DFPA)*

A noter que pour les raisons précitées de confusion entre FP et ET, les CAP et BT peuvent être mentionnés (et mis en œuvre) en relation avec la formation professionnelle, alors que dans la nomenclature institutionnelle ils relèvent strictement de l'enseignement technique.

### **- L'infrastructure de formation publique : une multiplicité de structures et presque autant d'offres**

Sur le principe, les différents types de structures n'ont pas vocation à délivrer les mêmes diplômes :

Certaines n'assurent que la formation professionnelle (et souvent des filières du secondaire) :

- Les Centres de Formation Technique et Professionnelle (CFTP),
- Les Centres d'Enseignement Artisanal et Artistique (CEAA) (un seul existant actuellement, à Kpalimé)

D'autres assurent également l'enseignement technique :

- Les Collèges d'Enseignement Technique (CET)<sup>12</sup>
- Les Lycées d'Enseignement Technique et de formation Professionnelle (LETP)

Les Centres Régionaux d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (CRETFP) étaient à l'origine spécifiquement destinés à la formation professionnelle, et notamment dans les séries du secondaire, mais certains se sont élargis à l'enseignement technique, de plus dans les séries du tertiaire. Malgré leur nom (régional), il n'existe pas de CRETFP dans la région Centrale et en revanche il en existe deux dans la région des Plateaux (Atakpamé et Kpalimé).

*« Les CRETFP ont été créés pour abriter la formation professionnelle, mais maintenant, l'enseignement technique est arrivé. » (DFPA)*

Ce à quoi il faut ajouter une structure à l'orientation spécifique, l'Institut national de formation et de perfectionnement professionnel (INFPP), établissement public autonome basé à Lomé avec une antenne à Kara. Après recherches sur Internet, ce centre forme apparemment jusqu'au BTS dans des filières spécialisées comme l'électrotechnique par exemple ; il semble ainsi de plutôt haut niveau et assez important.

---

<sup>12</sup> D'après le répertoire fourni par la DFPA, deux CET existent actuellement, un à Pya et l'autre à Kandé. Mais le document « Stratégie de formation technique et professionnelle et perspectives » fourni par l'Afd en dénombre 3, l'un à Pya, les deux autres à Gamé et Tchamba. A noter que ce dernier document indique par ailleurs qu'il existe un CRETFP par région, ce qui est la « norme » prévue mais n'est de fait pas exact.

## Récapitulatif global des « offres » selon le type de structure publique<sup>13</sup>

	Jusqu'au CQP	Jusqu'au CAP	Jusqu'au BT	Jusqu'au Bac 2	Jusqu'au BTS
<b>Toutes filières</b>		➤ CET ➤ CEAA	➤ CRETFP	➤ LETP	➤ LETP
<b>Filières secondaires surtout</b>	➤ CRETFP de (Lomé)		➤ CFTP ➤ CET de Pya		

Au-delà, la structure actuelle de l'offre d'ETFP traduit le poids de l'historique et les dérives locales en contradiction avec la cohérence souhaitée par la politique nationale. La répartition géographique de l'offre montre de fortes inégalités selon les régions et des besoins très inégalement couverts.

### Répartition des structures de formation publiques et privées par région (source : DFPA)

Offre de FP	Nb structures privées	Nb structures publiques				
		<i>Total</i>	CRETFP	LETP	CFTP	CEEA, CET
<b>Région</b>						
Maritime	<b><u>108</u></b>	<b><u>6</u></b>	1 (+INFPP)	2	2	/
Plateaux		<b><u>6</u></b>	2	1	2	1
Centrale	<b><u>17</u></b>	<b><u>2</u></b>	/	1	1	/
Kara	<b><u>21</u></b>	<b><u>8</u></b>	1 (+INFPP)	2	4	1
Savanes		<b><u>3</u></b>	1	1	1	/
<b>Total</b>	<b><u>146</u></b>	<b><u>26</u></b>	5 (+2)	7	10	2 (ou 3)

*2 centres publics n'ont pas été positionnés car la région où ils se trouvent n'a pas été identifiée.*

L'offre publique est globalement répartie sur l'ensemble du territoire, mais avec de fortes disparités sur le plan des filières et des cursus proposés. Elle s'est régulièrement étoffée ; 4 nouvelles structures ont été ouvertes récemment (dont une dans la région des Savanes, mais dont l'opérationnalité est questionnée).

On notera qu'il y a autant de structures publiques dans les deux régions du Nord que dans les deux régions du Sud, avec une répartition apparemment « équitable », pour autant, il est à remarquer :

- un large déficit dans la région centrale, avec seulement un CFTP et un LETP
- un fort déséquilibre entre les régions de la Kara (qui compte trois ou quatre fois plus de structures) et celle des Savanes.

<sup>13</sup> Ce tableau a été « simplifié » et n'a pas tenu compte de certains descriptifs qui semblaient incohérents ou relever de cas trop spécifiques, au risque sinon d'être totalement illisible. La difficulté de réaliser ce type de classement montre bien le caractère très hétérogène et disparate de la direction prise par les centres publics.

**- Chaque centre a dans le faits quasiment une offre spécifique en termes de filières et de « diplômes »/validation**

Les mêmes types de structure ne fournissent pas une formation dans les mêmes filières, ne pratiquent pas tous la formation duale, enfin ne délivrent pas les mêmes diplômes ou certificats. Les CRETFP, qui sont la « clé de voûte » du système de la formation professionnelle, sont particulièrement différenciés. Par exemple, le CRETFP de Lomé, qui a un historique très particulier, s'est centré sur les filières techniques au détriment des filières tertiaires ; le CRETFP de Dapaong semble ne pas proposer de formation duale (en tout cas il n'est pas pris en compte dans les statistiques du dual) ; le CFTP nouvellement ouvert à Gando n'a qu'une filière maçonnerie ; le CET de Pya (région de la Kara) a une formation en plomberie qui bénéficie d'une image positive spécifique ; ce même CET de Pya a lancé une filière BT en 2012, normalement délivré par les CFTP et les CRETFP ; en revanche le CRETFP de Kpalimé ne propose pas de BT ; le CEAA de Kpalimé propose la formation duale alors qu'il n'est pas un CRETFP (et alors qu'il en existe un dans cette ville, qui n'est pas capitale régionale), etc.

*« Le CRETFP de la région Maritime n'a pas accepté le tertiaire, c'est une émanation de la coopération germano-togolaise, via la fondation Hanseidel, qui appuie essentiellement ce CRETFP. Ils font essentiellement la formation duale, des CQP, l'année dernière ils ont lancé un CAP » (resp. formation CCIT)*

L'offre de cursus (toujours, en dual) du CRETFP de Kara est peu étoffée (mécanique auto et deux-roues, carrosserie auto, chaudronnerie) si on la compare à celles des centres du « Sud » (où l'on trouve, en plus, électricité auto, peinture auto, soudure, menuiserie, maçonnerie, électricité-bâtiment, etc.).

De plus, les cursus ou « programmes ETFP » n'ont pas toujours été développés en adéquation avec des besoins potentiels locaux. La GIZ déplore par exemple qu'à Kpalimé, ville qui compte plus de 100 hôtels, aucun cursus BT d'hôtellerie ou de restauration n'ait été lancé, malgré la présence de deux centres publics dont un CRETFP.

En termes d'effectifs des filières, les statistiques du dual font apparaître de fortes inégalités entre les régions et le sexe :

- plus de 90% des bénéficiaires de la formation duale (de façon à peu près constante sur les cinq dernières) années sont inscrits dans les centres des deux régions du Sud (avec des effectifs nuls pour la région Centrale, sans CRETFP et celle des Savanes, qui ne semble pas mettre ce système en œuvre)
- les apprenants des CRETFP bénéficiant d'une formation duale sont quasiment tous des garçons (seulement quelques filles à Lomé ou Kpalimé, sur quasiment 1 000 bénéficiaires), et sont inscrits dans des filières du secondaires (mécanique, maçonnerie, plomberie, menuiserie...). Le CEAA de Kpalimé, qui entre dans ce système mais est centré sur des métiers d'art, accueille une population plus mixte.

**- De plus, la formation duale suppose un stage en entreprise, ce qui est très inégalement possible sur le territoire togolais**

La formation de type dual pose en effet problème pour chacun des grands types de formation :

- pour la formation initiale, dans un pays où les entreprises formelles sont très peu nombreuses, surtout en dehors de la capitale et des plus grandes villes, et n'acceptent pas toujours de stagiaires, ce qui limite fortement la pratique et les possibilités d'insertion,  
*« La majorité, ils ne font pas de stage... Sur 24 mécaniciens frigoristes à Kpalimé, 22 font leur stage à Lomé. » (AssTech. GIZ)*
- pour la formation continue/perfectionnement, car les entreprises laissent peu les employés/apprentis se dégager des plages pour la théorie, ce qui limite ce volet,  
*« Nous on pense que le Dual c'est très rigide, dans un système classique, les apprentis vont une fois par semaine dans les centres de formation, à Kpalimé, les apprentis viennent trois ou quatre semaines en bloc dans le centre. Les enseignants vont dans les entreprises. » (AssTech. GIZ)*

Le DFPA a conscience que mis à part la région Maritime, et surtout dans le Nord du pays, la formation y compris professionnelle est contrainte à se concentrer sur la formation théorique, avec une faiblesse en pratique. Nous avons vu que le CRETFP de Dapaong n'est pas comptabilisé dans le dual, peut-être cela est-il dû au très faible réseau du secteur privé dans la région, ce que confirment les perceptions des acteurs locaux. Pour autant, même à Lomé, les stages en entreprise ne sont pas accessibles à tous les apprenants, y compris lorsqu'ils sont prévus par les cursus. Les données statistiques du dual du CRETFP RM indiquent que *« Il convient de signaler que pour les formations dans les filières CAP il n'existe pas de texte rendant obligatoire le stage, cependant c'est au cours d'un atelier que le stage obligatoire a été retenu. Actuellement, la plupart des apprenants terminent leur formation sans stage »*.

En province comme dans la capitale, la difficulté de trouver des stages se double de la rareté des entreprises, surtout pour les CAP vs les DEP/CQP, et surtout de la difficulté de trouver des stages efficaces et réellement formateurs.

*« Avec l'évolution de la technologie, ils ne vont pas apprendre grand-chose dans nos garages. Ils vont peut-être trouver à Lomé, mais pas forcément des stages pour ce qu'ils veulent, car il y a beaucoup de spécialités. » (Resp. CRETFP Kpalimé)*

**- L'offre privée est abondante mais très inégalement répartie et de niveau apparemment très inégal selon les régions**

Les structures privées doivent payer l'agrément du ministère, variable selon le diplôme proposé. L'offre privée est estimée à environ 150 structures au niveau national, dont 108 dans les deux régions du Sud (Maritime et Plateaux) et vraisemblablement une majorité à Lomé, la capitale. L'offre de formation professionnelle est ainsi largement privée. Ceci en cohérence avec les statistiques des ministères concernés : sur 33 000

personnes recensées en 2010-2011 dans l'enseignement technique et professionnel (cf. première partie), on en dénombrait 10 000 dans le public et 23 000 dans le privé.

Ces structures privées proposent des filières menant au CFA qui leur est propre (cf. le système de validation de la DECC), en formation initiale ou de perfectionnement **et/ou** des filières menant aux diplômes et certificats du METFP.

- Ex. le centre « Bébéla » à Lomé (orthographe phonétique sujette à caution, non trouvé sur Internet mais cité par plusieurs interlocuteurs), qui délivre en coiffure, et le CFA, et le CAP, habilité par le FNAFPP.
- Le Centre International de Formation Technique (CIFT) de Lomé, qui forme en mécanique automobile et offre plusieurs cursus.
- Le Centre d'Etudes et de Formation professionnelle (CEFOP) également à Lomé, et également en mécanique automobile, forme à la fois en formation continue, avec habilitation du FNAFPP, et en formation initiale, y compris le bac 2 (bac pro).

Au global, la DFPA estime à plus de 30 les structures privées délivrant le BT à Lomé, et ce dans toutes les filières<sup>14</sup> : métiers techniques (couture, coiffure, maçonnerie, menuiserie bois, soudure, plomberie...) et tertiaires (secrétariat, management, gestion, comptabilité...). La DFPA cite un centre nouvellement créé et appuyé par des bailleurs, qui propose des cursus en maçonnerie et en couture.

Beaucoup de structures semblent toutefois avoir plutôt visé les formations tertiaires, aux débouchés pourtant limités : les filières « G » : comptabilité, commerce notamment.<sup>15</sup> Ceci, comme dans d'autres pays de la sous-région<sup>16</sup>.

Les centres visités dans la région des Savanes, en soi et par comparaison avec le même type de centres visités dans la seule ville de Kpalimé, indiquent également une inégalité de l'offre et des débouchés.

### **-Focus sur les centres de Kpalimé**

Le CRETFP de Kpalimé propose une offre de cursus assez large, uniquement en « secondaire », mais complété par l'offre du CEAA. Ce dernier est axé sur des filières très artistiques et vraisemblablement très liées au tourisme (différenciation en trois « ateliers » : céramiques ; bois ; textile/tissage-teinture-couture). Les effectifs fournis par le responsable du CRETFP correspondent à ceux fournis par les statistiques du dual (environ 130 apprenants, 100 en CAP et 30 en DEP(/CQP ?). De plus, la ville compte un Institut National de Formation Agricole (INFA).

---

<sup>14</sup> Ex. le CIFOP, « trouvé » sur Internet, qui propose « *Licence professionnelle, Brevet de Techniciens Supérieur, Brevet de Technicien, Lycée Technologique, Formations modulaires, Formations à la carte* ». Ce centre semble différent du CEFOP précédemment cité.

<sup>15</sup> Ex. CSI.COM, également « trouvé » sur Internet, « *association qui œuvre dans le domaine de la formation, modulaire et professionnelle et à la promotion de l'entrepreneuriat, à la promotion de l'auto-emploi des jeunes...* » et qui propose des filières en marketing-management, informatique de gestion, assistant de direction, conception de site web, informatique bureautique, transit douane informatique, télécommunication, etc., sans préciser les diplômes validés en fin de cursus.

<sup>16</sup> Par exemple, on peut faire référence à l'étude de Kader Dicko au Mali, qui avait démontré la pléthore de centres privés formant à la comptabilité.

En termes d'offre privée, le Centre Diocésain forme depuis 5 ans au CFA de 15 à 30 jeunes filles par an en couture et au CAP 16 maçons et 3 menuisiers. Le centre Agerto (il existe des antennes de ce centre dans la RM, à Sokodé et à Kara) forme depuis 8 ans quelques dizaines de jeunes au CFA dans plusieurs filières secondaires : tissage, menuiserie bois, soudure, sculpture, teinture, couture. Leurs apprenants ne sont pas forcément originaires de la ville ni de la région mais de tout le pays, ce qui témoigne de l'attractivité de ce type de « petites » structures privées. Ces deux centres bénéficient de l'appui financier de bailleurs et partenaires, confessionnels ou laïcs. Ils témoignent d'un souci appuyé à l'insertion, à la fois en termes de stages, mais aussi en termes d'installation.

*« Le père d'un apprenant est maçon, le centre fait des travaux, on fait deux chantiers à Kpalimé, les stages sont un peu difficiles, il y a beaucoup de maçons ici, mais on trouve quand même. » (Centre diocésain)*

*« On a un centre informatique, chaque apprenant doit connaître l'informatique... Les premières promotions, on leur a donné des machines et on les a installés, mais on n'a plus de moyens. » (Agerto)*

### **-Focus sur les centres de la région des Savanes**

Pour rappel, la région est largement défavorisée en termes d'offre publique, même par rapport à la région de la Kara. Elle ne compte officiellement que trois structures publiques, de plus :

- Le CRETFP de Dapaong était quasiment désert à date de notre visite, et les responsables absents (alors que celui de Kpalimé était très actif durant la même semaine). Les « grandes » filières techniques y semblent représentées, en tout cas le centre se compose de grands ateliers en mécanique, menuiserie, menuiserie métallique/soudure.
- Le LETP de Mango semble être une petite structure
- Un nouveau centre, CFTP, devrait avoir été ouvert à Tandjouaré depuis 2011 avec une filière maçonnerie, mais d'après le ministère, ce centre n'existe pas encore bien qu'il soit cité dans le répertoire...

De plus, vu le tissu des entreprises de cette ville plutôt rurale (en tout cas comparativement aux autres capitales régionales, voire une ville agricole et touristique comme Kpalimé, proche de la capitale), la formation duale a peu de chances d'être réalisée avec les stages.



**Etablissements publics des deux régions du Nord Togo**  
**et contact des directeurs (source : DFPA)**

	Directeur	Contact
<b>Savanes</b>		
CRETFP Dapaong	Komla Kossikpien N'GUISSAN	27 70 81 62 / 90 17 38 45 <a href="mailto:nguikos@yahoo.fr">nguikos@yahoo.fr</a>
LETP Mango	Issa TOURE	22 71 70 59
CFTP Tandjouaré	/	/
<b>Kara<sup>17</sup></b>		
CRETFP Kara	Dantani TRAORE INOUWA	26 60 62 86 <a href="mailto:Cretfpkara2012@yahoo.fr">Cretfpkara2012@yahoo.fr</a>
LETP Kandé	Essosina BISSAO	26 61 91 63 / 26 67 00 14
CET Kandé	Diyane LOUKOUM	26 61 91 63 / 26 67 00 14 <a href="mailto:dianeloukoum@yahoo.fr">dianeloukoum@yahoo.fr</a>

Selon la CRM de Dapaong, les structures privées de la région bénéficient de quelques appuis, confessionnels (UNIFESA à Dapaong ; Vivre dans l'Espérance) ou laïcs (Efed à Mango ; CDD).

La région compte par ailleurs une dizaine de structures privées, dont deux ont été visitées lors de la mission, dans la petite ville frontière de Cinkanssé

- Un centre confessionnel de couture pour jeunes filles défavorisées
- Un centre d'initiative privée d'agriculture et de couture pour jeunes défavorisés

Ces structures globalement caritatives à la base et qui reposent sur l'investissement personnel de quelques personnes, ont pour mission de « *former des jeunes défavorisés pour les insérer dans la vie professionnelle* » via l'acquisition d'un métier. Ils recrutent à un niveau purement local et mettent notamment l'accent sur la nécessité de former les filles dans un milieu qui les tient à l'écart de la scolarisation et surtout des compétences professionnelles. Dans le cas des jeunes filles, les deux centres proposent une formation initiale ou continue en couture qui vise à un CFA pour ainsi, pouvoir ouvrir un petit atelier, ou travailler dans un atelier déjà constitué. Pour le projet en agriculture, le centre concerné vise à former, indépendamment d'un diplôme, les jeunes à une agriculture performante.

Face aux faibles moyens matériels et financiers disponibles et au faible niveau des apprenants, ces formations sont plutôt orientées sur la valeur travail, voire le labeur.

*« Nous, on accueille des jeunes ruraux, qui ne sont pas allés à l'école. L'université forme de grands ingénieurs, ici on forme des gens qui sont capables de s'installer, de tenir quand c'est dur. On fait 75% de pratique. » (Ferme de Jacques, Cinkasse)*

Ces centres délivrent des CFA et sont fiers de leurs taux de réussite ; ils se vivent comme de « modestes contributions » au développement local, néanmoins sont conscients des exigences de la formation professionnelle et s'y investissent avec leurs moyens. Pour

<sup>17</sup> Non exhaustif pour la région de la Kara, où il existe plusieurs CFTP

autant, et sans présumer des centres privés non visités de la région, il apparaît que, même si leur rôle est essentiel vu le contexte du Nord Togo, ils ne peuvent combler les besoins non couverts par l'offre publique, notamment vu les investissements nécessaires.

**Au global, le comparatif de deux villes provinciales montre bien les déséquilibres nord-sud :** au Sud des centres bénéficiant de soutiens financiers plutôt organisés, à l'offre plutôt large, formant à plusieurs « titres » sur d'assez larges filières, qui recrutent au niveau national et offrent des perspectives d'insertion basées sur l'intégration au milieu professionnel. Au Nord en revanche, une structure publique plutôt déficiente, des filières peu nombreuses, des débouchés difficiles, et de petits centres privés d'initiative presque personnelle dont l'ambition est d'améliorer l'existant local sans réel levier d'action ou d'influence sur l'insertion.

### **b. La formation continue bénéficie du poids des institutions de l'artisanat**

La formation duale a été privilégiée par le secteur privé, d'une part par conscience de la nécessité d'apporter une formation théorique et pratique, d'autre part vu l'image positive des CRETFP sur la partie théorie.

*« C'est ce type de formation qui nous a intéressés, car sinon les patrons forment comme ils ont appris eux-mêmes. On avait compris qu'il fallait les deux, la pratique et la théorie, car tous ceux qui venaient du CRETFP avaient un niveau de qualité aussi. » (Dir. CM Togo)*

En principe, la formation continue de type dual est financée par le FNAFPP, Fonds national d'Apprentissage et de la Formation professionnelle et privée, établissement autonome mais sous la tutelle du METFP. Ce fonds est financé par l'Etat mais la formation des apprentis est normalement alimentée par des cotisations des entreprises, en contrepartie de quoi ces dernières peuvent proposer des projets de formation de leur personnel, subventionné par le Fonds jusqu'à plus de 300 000 fcf par an. Le projet est soumis au FNAFPP et est étudié par un comité comprenant un représentant syndical, un artisan privé, un représentant de l'agriculture, un représentant du patronat et un de la CCI.

#### **- Les GIPATO : les centres du secteur artisanal lui-même**

La CM est associée aux GIPATO, centres de regroupement interprofessionnel d'artisans, qui offre des formations de perfectionnement aux artisans déjà installés (formation continue donc, mais léger) en outre propose un accès à des équipements lourds que tout le monde ne possède pas. Pour la formation continue, les GIPATO sont soutenus par le FNAFPP.

*« Certains artisans aujourd'hui en mécanique auto ont besoin d'un coffre diagnostic pour les voitures avec de l'électronique, ils l'ont au GIPATO » (AssTech. GIZ)*

*« Un artisan peut travailler sur une machine pour 5 francs. Il peut demander, par exemple une formation en dessin » (Pdt conseil des CRM)*

A noter que tous les GIPATO, ne semblent pas aujourd'hui totalement opérationnels. Seul celui de Lomé a été visité, et s'avère actif, néanmoins il ne semble pas refléter la situation des autres GIPATO régionaux.

*« Certains ont des problèmes internes entre les artisans, comme à Sokodé. Un autre n'a toujours pas le courant » (AT GIZ)*

### **- L'Afd a appuyé un centre national spécifique, le CFMI**

Le Centre de formation aux métiers industriels (CFMI), créé suite à une étude de faisabilité de l'Afd quant à la modernisation de la formation professionnelle en relation avec le secteur privé (zone portuaire de Lomé), qui propose notamment (voire exclusivement ?) des formations continues en construction métallique et soudure, et est soutenu par le FNAFPP.

### **- La CCIT intervient également dans la formation professionnelle des artisans**

La division « Assistance aux entreprises » de la CCIT gère la création d'entreprise, le conseil et l'assistance, ainsi que la formation professionnelle. La CCIT semble s'être assez fortement investie dans la FP en créant un programme annuel de formation suite à des enquêtes de terrain, en réponse à des besoins recensés. Ces formations sont ouvertes à tous les secteurs : commerce, industrie, services, mais aussi administration (ex. gestion, RH...) et le cas échéant artisanat.

Concrètement, la CCIT a pour 2013 engagé un programme de mise à niveau des électriciens du bâtiment, pour lequel elle collabore avec l'Union des Electriciens du Togo (on notera toujours la présence des organisations professionnelles, des « syndicats »). Dans le cadre de ce programme, elle envisage de former des artisans. La « vision » de la CCI est que les artisans étant les sous-traitants de l'industrie notamment (et dans le BTP encore plus), elle ne peut faire l'impasse sur ce maillon de la chaîne.

Cette structure consulaire se sent aujourd'hui légitime et pertinente pour organiser de telles formations en faveur de l'artisanat, vu les faiblesses organisationnelles du secteur. Son président mentionne un projet UEMOA de centres de FP sur ce type de cursus, déjà mis en œuvre au Bénin (avec l'appui financier de la BAD d'après notre source), mais pas encore au Togo.

*« La CCI est beaucoup plus structurée pour faire une telle formation que l'Union des Electriciens du Togo... Normalement la CM devrait pouvoir organiser ce genre de renforcement des compétences, mais c'est un domaine qui compte beaucoup d'autres activités » (resp. formation CCIT)*

## **2.3. Le retour des partenaires et d'un appui technique et financier**

Dans les années 90, la GTZ a déjà apporté un appui au secteur de la formation via la fondation Hanseidel, sensée administrer une formation dual en partenariat avec les CRETFP et notamment celui de la région Maritime à Lomé. Après des troubles sociaux et politiques en 2002, les partenaires se sont retirés du Togo, et les ébauches de réorganisation de l'ETFP semblent avoir été battus en brèche (en revanche, pendant cette période, les métiers se sont fortement organisés). Deux partenaires importants reviennent sur le terrain de l'appui technique et budgétaire : la GIZ et l'Afd (indisponible à date de la mission).

La GIZ prévoit un appui uniquement technique et limité aux les trois régions Maritime, des Plateaux et Centrale, à l'exclusion donc des deux régions du « Nord », soit les régions de la Kara et des Savanes (et ce, selon une préconisation des autorités togolaises et non un choix de la GIZ). Ce projet sur 14 mois est jugé pilote ; les trois points d'intervention prévus sont Sokodé, capitale de la région Centrale, Kpalimé dans l'Ouest de la région des Plateaux et Kévé près de Lomé dans la région maritime.

La GIZ prévoit un appui direct au ministère (METFP) sur quatre axes :

- l'élaboration d'une stratégie globale de formation professionnelle
- un appui à l'artisanat via le système Dual, qui inclut l'ouverture des centres publics aux structures privées (et notamment, à Sokodé, du LETP, puisqu'il n'y a pas de CRETFP dans cette région)
- un appui aux PME/PME rurales
  - « *On met le paquet dans l'entrepreneuriat.* » (AssTech. GIZ)
- un appui à l'emploi des jeunes

Le « fil directeur » de ce projet, si l'on peut résumer ainsi le discours des assistants techniques rencontrés :

- décentraliser la qualité de la formation de la capitale aux villes provinciales
- intégrer davantage les structures de formation (publiques apparemment) et le secteur privé des entreprises
  - « *Ce n'est pas la formation qui crée l'emploi, c'est l'économie, donc le secteur privé, qui crée l'emploi.* » (AssTech. GIZ)

Néanmoins, à date de la mission, l'appui de la GIZ était encore en phase d'installation, sans retour ou recul sur les objectifs et sans encore de précision sur le terrain.

Contacts utiles à la GIZ :

- Rudolf Schneider, 92 77 10 44
- Bettina Kieck, 22 21 84 27 / 22 22 17 49 / 92 77 11 14
- Jorg Heidenreich, 92 06 32 32 (non contacté)

### **3. Conclusions et perspectives.**

#### **La problématique de la formation professionnelle au Togo, au sens large, se pose à trois niveaux :**

A un premier niveau ; le constat principal de l'état de la formation aux « métiers » au Togo est la situation complexe et souvent confuse de l'infrastructure d'enseignement technique et de formation professionnelle par apprentissage. Les structures privées comme publiques sont très différenciées, et les apprenants doivent être mobiles selon les cursus et filières visées. En l'absence de cadre bien fixé, chaque structure a développé une offre et des modes d'insertion où le rôle du dirigeant apparaît important, cf. le centre de Pya dans la région de la Kara, dont la qualité de la formation est attribuée à la personnalité de son directeur. Les études et chantiers en cours prennent tous acte de cette situation et tentent, dans un premier lieu, de réguler et d'harmoniser le système des structures de formation publiques et leur offre et pratiques. Le terme même d'ETFP traduit la difficulté de différencier les deux pans. Les axes prévus sont, d'une part la reformulation des textes réglementaires, d'autre part l'actualisation des référentiels, enfin la restructuration des offres des centres.

A un deuxième niveau, se pose la question de l'insertion professionnelle. Au-delà de sa complexité, l'offre actuelle forme aujourd'hui de nombreux apprenants dans de multiples filières, mais se heurte à la faible capacité d'absorption et d'intégration des sortants par le secteur privé.

Enfin, se pose la question des inégalités, régionale d'une part (et le Nord et surtout la région des Savanes apparaît particulièrement défavorisée), entre les sexes d'autre part (très faible accès des filles aux formations), et vraisemblablement de classe sociale (vu l'importance de l'offre privée dans les cursus de qualité). De plus, c'est au Nord que les potentiels d'insertion, et notamment dans des filières « pointues », sont les plus faibles.

Le « retour » de grands partenaires comme la GIZ et l'Afd s'accompagne d'importants travaux de réflexion et d'action qui devraient produire des effets à moyen terme, notamment en termes de cadre formel, mais en tout état de cause l'insertion professionnelle ne saurait être résolue à brève échéance, et se heurte à des problèmes structurels.

La région des Savanes (Dapaong) fait figure de « parent pauvre », avec la région Centrale (Sokodé). A la faiblesse de l'offre publique s'ajoute celle de l'offre privée. Notamment, le dual ne semble pas mis en œuvre. La GIZ (sur préconisation des autorités togolaises) ne va pas travailler dans cette région.

#### **Trois axes d'action potentiels peuvent être envisagés sur le principe, pour une intervention d'appui à la FP dans la région des Savanes :**

1. L'axe potentiellement le plus porteur est un appui technique au CRETFP de Dapaong, pour :

- réactualiser l'offre, la pédagogie, et les leviers d'insertion professionnelle des sortants

- notamment, si effectivement la formation duale n'est pas aujourd'hui mise en œuvre, réinitialiser ce type de formation
- en parallèle, identifier des leviers favorisant les stages en entreprises, voir les termes d'une articulation formation-secteur-privé
- ultimement, face à la faiblesse institutionnelle dans la région, voir comment ce centre pourrait être un centre d'information/orientation pour les jeunes. Vu la difficulté, même des acteurs institutionnels, à « lire » aujourd'hui l'offre de formation, il semble quasi impossible pour un postulant de la déchiffrer ; un CIOP pourrait dès lors être intéressant ;

2. Un appui à des centres privés existants, mais ce type d'action suppose des acteurs à l'offre plus qualitative que celles des structures publiques, ce qui n'est pas le cas ; dès lors, il semble plus intéressant de soutenir la structure publique, si celle-ci s'investissait plus largement dans l'insertion ;

3. Favoriser la scolarisation des jeunes des Savanes dans les structures (publiques) des autres régions (bourses appuis, etc.), ce qui néanmoins est plutôt une solution de « repli ».

Dans ces perspectives, il semble intéressant de travailler en contact avec la GIZ par exemple :

- Qui vise à des objectifs comparables et dispose d'une expérience de terrain
- Qui a vocation à élaborer les termes d'un développement de la FP dans l'ensemble du Togo et semble ouverte à la collaboration avec d'autres acteurs, notamment dans le Nord où elle n'est pas supposée intervenir,
- Dans des termes de collaboration qui demeurent bien sûr à élaborer avec eux.